

L'ÉCHEC DU SOMMET DE L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

Propos recueillis par Catherine Dehay pour *Vers l'Avenir*,
6 décembre 1999

L'échec de Seattle ne risque-t-il pas d'ouvrir la porte à un regain du protectionnisme ?

Il a empêché une nouvelle avancée significative du libre échange entre les nations. Mais les tendances lourdes sous-jacentes sont trop fortes pour qu'il en déclenche le recul.

Quelles seront les conséquences pour l'Union européenne et les pays en développement ?

Pour pouvoir se prononcer sur les conséquences du non-accord, il faudrait avoir une idée précise de ce qu'aurait été l'accord. Or sur plusieurs points centraux les positions en présence étaient encore si distantes en fin de parcours qu'il n'est pas possible de faire une hypothèse précise sur le compromis qui aurait émergé, et donc encore moins sur les conséquences, pour l'Europe ou le Tiers Monde, du fait qu'il n'ait pas émergé.

Le plus grand mérite de la conférence n'est-il pas finalement d'avoir attiré l'attention sur les effets sociaux de la mondialisation ?

Non. Le plus grand mérite de la conférence est à mes yeux d'avoir démontré l'importance de prendre au sérieux les ingrédients de démocratie mondiale que contenait la mise en place de l'OMC. A l'époque où celle-ci a été créée, le quotidien populaire américain *USA Today* publiait une publicité d'une page entière hostile à sa création. Financée par l'association nationale des entreprises américaines, elle avait pour grand titre: « World Trade Yes. World Government No », et s'insurgeait contre une organisation qui allait, disait-elle, donner un même poids à tous les Etats-membres, et donc potentiellement à tous les Etats de la terre. On n'a pas besoin de partager ce bel optimisme quant à l'égalité des Etats-membres pour pouvoir affirmer que l'OMC introduit, dans un domaine économique clé, les premiers ingrédients d'un fonctionnement démocratique planétaire. Et quand on se permet de traiter ces modestes ingrédients de manière cavalière, quand on veut injurieusement réduire de nombreuses délégations au rôle de signataires, en fin de course, d'un *deal* qu'ils auront à peine eu le temps de lire, alors on doit être prêt à connaître l'échec. Et quand il survient, on le mérite.

Quel fut le poids de la société civile mobilisée comme jamais auparavant ? Est-elle désormais incontournable ?

En contribuant à créer l'échec et surtout à le faire percevoir comme un échec, les ONG transnationales ont joué un rôle historique dans cette phase cruciale de l'émergence d'une gouvernance planétaire. Par la mise en lumière des enjeux, par la mobilisation des médias, ces ONG forcent les délégués, et surtout ceux des grandes puissances commerciales, à prétendre poursuivre — et ainsi, dans une mesure certes nettement plus modeste, à poursuivre effectivement — l'intérêt général de l'humanité, plutôt que l'intérêt de la portion d'humanité plus ou moins privilégiée qu'ils sont censés représenter, voire celui des lobbies auxquels le gouvernement dont ils émanent est soumis.

Mais l'avenir, c'est et ce doit être l'OMC, pas les ONG. Ce que recouvre le terme vague de "société civile" — le Ku Klux Klan n'est pas moins une ONG que Médecins sans frontières — ne pourra jamais fournir de substitut à la société politique. Ce n'est pas à des associations volontaires plus ou moins altruistes, mais aux mandataires élus de tous les peuples de la terre, que doit ultimement incomber la responsabilité d'assurer la gouvernance du monde.

Est-ce irréaliste d'imaginer une mondialisation à visage humain ?

C'est totalement utopique, au sens où ce serait totalement inédit. Mais c'est une tâche qu'il importe d'urgence de mener à bien et que nous pourrions mener à bien, à force de volonté, d'intelligence, d'écoute mutuelle, et de capacité de faire preuve d'un sens de l'équité.

La mondialisation des échanges se poursuivra et doit se poursuivre. Comme le "Marché commun" européen, son premier rôle est un rôle de pacification. En faisant primer la mesquinerie des intérêts sur la gloire des passions, la première fonction du commerce est d'enrayer la guerre. Deuxièmement, si nous voulons un jour assurer un niveau de vie décent à l'ensemble de l'humanité, nous ne pouvons pas nous permettre le luxe de nous priver des bénéfices d'une division accrue du travail à l'échelle planétaire. Enfin, avec la "délocalisation" du capital qu'elle encourage, l'ouverture des marchés du Nord aux produits du Sud est — même si nous essayons parfois hypocritement de nous convaincre du contraire — le plus puissant mécanisme de redistribution des pays riches vers les pays pauvres qui ait jamais existé.

Mais si elle n'est pas vigoureusement encadrée par des institutions inédites, cette mondialisation potentiellement bénéfique présentera rapidement un visage bien hideux. Non seulement elle alimentera, dans les pays du Nord comme du Sud, une explosion mirobolante des inégalités de

revenus primaires. Elle inhibera aussi radicalement la capacité des Etats de prélever une part importante du produit national pour contrecarrer cette tendance et faire profiter tous leurs citoyens des bénéfices économiques de la mondialisation.

C'est pour fournir un tel cadre que l'OMC est essentielle. Mais pas n'importe quelle OMC. Une OMC rendue plus démocratique dans son fonctionnement effectif par la pression des pays pauvres et l'action des ONG. Une OMC rendue aussi plus puissante par l'appropriation de nouvelles compétences, comme l'investissement (sur lequel l'OCDE avait pensé pouvoir jeter son dévolu avec feu l'AMI) et, à terme, pas sa fusion avec d'autres organisations supranationales, à commencer par le BIT.

Sur ce plan comme sur d'autres, l'évolution de l'Europe du Marché commun à l'Union européenne pourra et devra montrer le chemin. L'instauration d'institutions supranationales vigoureuses ne soit pas signifier l'érection d'un étouffant Etat mondial. Elle seule peut permettre de desserrer l'étreinte d'un marché mondial qui sinon étoufferait tout ce qui ne se soumet pas aux diktats de la compétitivité.

Philippe Van Parijs
Professeur à l'UCL

Responsable de la Chaire Hoover d'éthique économique et sociale
Auteur de *Qu'est-ce qu'une société juste?* (Seuil 1991)
et *Real Freedom for All* (Oxford 1995)